

Pouvoir d'emprunt

dès maintenant. Comment? Lorsqu'il y aura reprise économique. Selon quel scénario le gouvernement pourra-t-il réduire de façon draconienne notre déficit? Ce dernier n'est pas structurel, il n'est que conjoncturel. Si l'on examine la marge de manœuvre... J'écoutais tantôt mon collègue qui semblait dire: Le gouvernement n'est pas sérieux, il devrait couper dans les dépenses. Cependant, jamais les députés de l'opposition, pas plus mon collègue d'ailleurs, ont su nous proposer un seul programme où nous pouvions couper. Autant je suis en désaccord avec mes amis de l'autre bout de la Chambre qui parlent de milliards de dollars comme on peut parler de 30c. chez nous, autant je trouve que mon collègue de l'opposition n'a pas identifié un seul programme où le gouvernement fédéral pourrait en le coupant réduire de façon importante les déficits. Est-ce qu'on doit réduire au niveau de l'assurance-chômage? Est-ce qu'on doit réduire au niveau...

Prenons les transferts d'argent aux individus ou aux provinces, si on n'a aucune marge de manœuvre pour ce qui est des paiements de la dette: quand on a voulu ramener à des dimensions plus raisonnables les paiements de péréquation versés aux provinces, les députés de l'opposition nous ont dit que nous étions en train de perturber tout le fédéralisme canadien et d'abdiquer nos responsabilités. Et pourtant, c'était là une des coupures qu'on devait faire parce que le grand principe derrière ces transferts, que ce soit dans le secteur de l'assurance-santé, de l'assurance-hospitalisation, de l'enseignement postsecondaire, ou des services sociaux, le grand thème général, le tableau de fond, c'est que le gouvernement fédéral, pour s'assurer que chaque Canadien dans chaque province puisse profiter de services à peu près équivalents, paie 50 p. 100 de la note.

Voilà ce que sont les transferts d'argent aux provinces, et pourtant même avec non pas des réductions de transferts en termes absolus, mais strictement des réductions du taux de croissance des transferts, même si cela va donner un taux de croissance d'environ 11 p. 100 par année au cours des cinq prochaines années, malgré ces coupures qu'on a effectuées, le gouvernement fédéral va se retrouver dans la situation cette année où il va payer un peu plus de 60 p. 100 de l'enseignement postsecondaire, un peu plus de 50 p. 100 des frais ayant trait à la santé, et encore 50 p. 100 dans le domaine des services sociaux. Est-ce que cela est normal? Nous, nous avons voulu ramener cela à des proportions plus justes, plus équitables, qui répondent plus à l'esprit d'un fédéralisme coopératif. Et pourtant, le jour où on a annoncé certaines coupures, ce furent des tollés de l'autre côté de la Chambre.

Alors si l'on ne peut pas couper nos paiements de péréquation aux provinces, si on nous dit qu'on ne peut pas couper pour ce qui est de l'assurance-chômage ou des pensions de sécurité de la vieillesse, et comme on le sait on ne le peut pas, on n'a pas de choix arbitraire au niveau des taux d'intérêt qu'on paie, parce qu'on doit s'en remettre aux marchés, j'espère que les gouvernements ne vont pas commencer à fausser les règles du jeu du marché lorsqu'ils empruntent, car déjà notre marge de manœuvre est réduite de 70 p. 100, et il reste à peu près 30 p. 100 des dépenses du gouvernement fédéral qui sont reliées à des programmes relevant directement de notre administration.

Alors, voilà où est notre marge de manœuvre. Elle se situe là parce que, pour les trois premiers éléments qui constituent les 70 p. 100, l'opposition ne vous a pas fait de suggestions où il

était possible de diminuer. Donc à l'intérieur des 30 p. 100 qu'il nous reste, peut-on nous dire quels sont les programmes qui sont inefficaces, les programmes où l'on pourrait couper de façon importante? Voilà la question que je pose, non pas comme représentant d'un parti politique, mais comme député de la Chambre, parce qu'il est essentiel que même si aujourd'hui on accepte de couper à cause de la situation économique, à cause, comme le disait mon collègue de Lac-Saint-Jean (M. Gimaïel), de la compassion qu'on doit éprouver envers les Canadiens dans un moment difficile, il faut déjà dès maintenant s'interroger, se demander comment on sera en mesure de ramener ces déficits à des niveaux beaucoup plus acceptables dès la reprise de l'économie, parce qu'à ce moment-là, bien plus qu'aujourd'hui, le secteur privé aura effectivement besoin de capital de risque, et j'espère que les dépenses du gouvernement fédéral se feront dans des secteurs où tantôt mon collègue parlait d'emprunts non productifs. Les efforts devront justement viser à effectuer ce virage au niveau de la productivité pour s'assurer que l'on maintienne notre sang comme pays exportateur, parce qu'avec le faible marché que représente une population de 24 millions de personnes, il faut être capable de se comparer à tous les autres. Voilà notre défi. De plus je pense qu'ensemble, savoir 282 députés, il faut déjà prévoir pour les deux, trois ou quatre prochaines années afin d'effectuer correctement le virage, de parler au passé de cette crise incroyable que nous vivons, et de donner les moyens de ne plus jamais la revivre.

[Traduction]

M. Jim Hawkes (Calgary-Ouest): Monsieur le Président, c'est avec beaucoup de plaisir que j'ai écouté l'intervention du député de Verchères (M. Loïsel). Il nous demande en quoi nous agirions différemment des libéraux. J'ai déjà eu l'occasion de signaler à nos vis-à-vis que le gouvernement verse indirectement un milliard de dollars par année à Petro-Canada, montant auquel il faut ajouter 400 millions de dollars en subventions directes et autres, et les sommes accordées au titre des programmes d'encouragements pétroliers et d'aide à la création locale d'emploi. On peut très facilement atteindre les 2 milliards de dollars par année.

• (1220)

Les députés de ce côté-ci de la Chambre ont demandé au gouvernement pourquoi il tient tellement à augmenter d'une trentaine le nombre des députés, ce qui coûtera des millions de dollars au contribuable. Nous avons également mis en doute la nécessité de verser \$800 par jour à M. Donald Macdonald, alors que nous ne donnons même pas ce montant par mois aux retraités. Nous avons, en outre, remis en question les dépenses de plus de 100 millions de dollars par année engagés par le gouvernement fédéral au titre de la publicité, surtout pour vanter les mérites du parti libéral du Canada.

Si le député s'intéresse vraiment à la question des dépenses publiques, je lui suggère de relire les allocutions prononcées à la Chambre depuis deux ans et demi ou trois ans. Je lui demande, à lui et à ses collègues ministériels pourquoi, en décembre 1979, ils ont flanqué à la porte un gouvernement qui créait 30,000 emplois par mois dans le secteur privé, qui réduisait les besoins d'emprunts du gouvernement de 30 p. 100 dès la première année, qui aurait atténué les pressions sur les marchés de capitaux et les taux d'intérêt, qui aurait maintenu